


	DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES  LE CANNET DES MAURES
	Arrêté JLL/ADP/JLR/ PTRU 2026-022
	<i>Nomenclature 6.1</i>

LE CANNET DES MAURES
ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
 PORTANT SUR LA REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT
POUR TRAVAUX – 159 CHEMIN DES PETUGUES


LE MAIRE,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*
- Vu le Code des Communes (partie réglementaire),*
- Vu le Code de la Route, et notamment l'article R417-10,*
- Vu le Code de la Voirie Routière,*
- Vu l'arrêté municipal permanent N°043-2016 du 14 mars 2016 portant sur la réglementation du stationnement à l'occasion de manifestations culturelles ou commerciales temporaires ou de travaux,*
- Vu l'arrêté DGS n°2026-04 de Monsieur le Maire en date du 23 mars 2026 portant délégation permanente de signature à Monsieur André Del Pia, 1^{er} Adjoint*
- Vu la demande présentée en date du 31 mars 2026 par l'entreprise Solutions30 sise routes des Crêtes 06560 Valbonne (Alpes Maritimes) pour la réalisation des travaux suivants sur le domaine public : Remplacement de poteau Télécom au droit 159 chemin des Petugues à Le Cannet des Maures (Var),*

Considérant la nécessité de maintenir le bon ordre et la sécurité publique pendant le déroulement des travaux,

ARRETE

- ARTICLE 1 :** En raison des travaux ci-dessus, des restrictions seront apportées à la réglementation générale de la circulation et du stationnement sur le chemin de Petugues à Le Cannet des Maures (Var),
- ARTICLE 2 :** Ces restrictions prendront effet du **lundi 20 avril 2026 au mercredi 13 mai 2026.**
- ARTICLE 3 :** Durant cette période et en fonction de l'avancée des travaux :
 - **Il sera interdit de stationner aux abords du chantier, situé au droit du 159 Chemin des Pétugues**
 - **La vitesse sera limitée à 30 km/h dans la zone des travaux et à son approche.**
 - **La chaussée sera rétrécie au droit du chantier et un alternant de la circulation sera mis en place par l'entreprise au moyen d'un dispositif manuel ou tricolores.**

	DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES  LE CANNET DES MAURES
	Arrêté JLL/ADP/JLR/ PTRU 2026-022
	<i>Nomenclature 6.1</i>

- **-Le chemin sera rendu dans sa totalité à la circulation dans les deux sens tous les soirs et les journées non travaillées par l'entreprise**
- **L'entreprise veillera à maintenir un accès prioritaire aux services de secours pendant la durée des travaux**
- **L'accès au chantier (entrée et sortie) selon l'itinéraire suivant : chemin de Causseraine, Chemin des Roseraies et Chemin de Chante-Coucou**

ARTICLE 4 : Par dérogation, la circulation des véhicules dont le tonnage est supérieur à la limite autorisée et dédiés au transport du matériel nécessaire à la poursuite des travaux sera autorisée à titre ponctuel sur :


- Chemin de Causseraine,
- Chemin des Roseraies
- Chemin de Chante-Coucou

Cette dérogation est applicable pendant la période d'application des prescriptions du présent arrêté.

L'entreprise chargée des travaux prend l'engagement de décharger expressément la commune et ses représentants de toutes les responsabilités civiles, en ce qui concerne les risques éventuels et notamment les conséquences des dommages qui pourraient être causés aux personnes ou aux biens par le fait d'un accident survenu au cours ou à l'occasion du passage de ses véhicules ; elle s'engage à supporter ces mêmes risques et déclare être assurée à cet effet auprès d'une compagnie française agréée par le Ministère du Travail .

ARTICLE 5 : La signalisation temporaire sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre- 8^{ème} partie relative à la signalisation temporaire). Elle sera mise et maintenue en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux qui sera et demeurera entièrement responsable de tous les incidents et accidents qui pourraient survenir du fait du chantier. Toute personne intervenant sur le chantier devra être équipée de vêtement de sécurité ou gilet de visualisation de classe 2 conforme à la norme NE 471.

ARTICLE 6 : Toute infraction, ou non respect, au dit arrêté sera constatée par un procès verbal et le contrevenant sera passible des peines édictées par les lois et règlements en vigueur. Il est rappelé que la circulation publique, l'arrêt ou le stationnement d'un véhicule sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale sera considéré comme gênant et puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe (Code de la Route, article R417-10 ; II-10 et IV). La police municipale pourra, le cas échéant, procéder à la mise en fourrière des véhicules en infraction.

	DEPARTEMENT DU VAR ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES  LE CANNET DES MAURES
	Arrêté JLL/ADP/JLR/ PTRU 2026-022
	<i>Nomenclature 6.1</i>

ARTICLE 7 : En aucun cas la présente autorisation ne sera valable pour toute autre destination d'activité que celle prévue dans la demande.

ARTICLE 8 : L'Adjoint délégué au service de la voirie, la Direction Générale des Services, la police municipale, la brigade de gendarmerie du Luc sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Entreprise SOLUTIONS30
- Gendarmerie du Luc en Provence
- Pompiers du Luc en Provence
- Police municipale du Cannet des Maures
- Pôle technique de la mairie du Cannet des Maures
- Direction Générale des Services

Fait à Le Cannet des Maures, le 03 avril 2026,
 Pour Le Maire,
 L'Adjoint délégué au pôle technique de rénovation urbaine,
 André DEL PIA



Délais et voies de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire du Cannet des Maures dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr